

Conseillers spéciaux du Président Faure Gnassingbé

Adoyi Eesso-wavana et Pascal Bodjona, deux retours en grâce

P.4

Deux figures bien connues de la scène socio politique togolaises en l'occurrence Pascal Bodjona, ancien ministre de l'administration territoriale et Adoyi Eesso-Wavana ex commissaire aux impôts de l'Office togolais des recettes (OTR) étaient écartées de leurs postes de responsabilité.




A la découverte de LAB TP, un laboratoire aux qualités spécifiques dans la réalisation des ouvrages de BTP

Dr Abalo P'KLA, DG de LAB TP, l'interview

P.4



L'OEPS pour Rendre davantage crédible les diplômes obtenus au Togo

Réclamation des registres des diplômes de licence et master, plusieurs universités privées en sursis ?

P.3



Grand rapport des Forces armées togolaises

Engagement renouvelé pour la consolidation de la paix

P.3



Nous sommes plus de 4 Millions à pouvoir gagner chaque jour !

7454





L'Association ASTF-Togo renouvelle son bureau national

Koffi Koumah K. Atsou élu président

Plus besoin de rappeler que le gouvernement togolais dans sa planification de politique vertueuse invite à l'épuisement de la jeunesse à



Koffi Koumah, président

travers l'auto-emploi. Cette ambition a vu la détermination d'une jeunesse qui ambitionne relever les défis de l'heure. C'est à n'en point douter le cas de l'Association sur les traces de la Fourmi (ASTF-Togo) qui a renouvelé son équipe dirigeante le samedi 13 janvier 2024 à Lomé. A l'issue des travaux le choix est porté sur M. Koffi Koumah Kodjo Atsou qui aura la lourde charge de régenter la destinée de l'Association pour les 4 années à venir.

A l'issue d'une vote démocratique qui lui a été largement favorable, M.Koumah Kodjo s'engage à élaborer et exécuter des

projets et des programmes d'auto-emploi au bénéfice des membres de l'ASTF-Togo ; former et sensibiliser les populations, vulgariser et conscientiser la jeunesse à un bon usage des technologies innovantes etc.

Le volontariat à tout point de vue est l'un des soubassements des membres de l'ASTF-Togo qui entend prouver son engagement à la cause communautaire.

A l'entame de l'Assemblée générale, l'adjoint au maire de la commune Golfe 2 M. Edoh Komi, président du mouvement Martin Luther King à encourager les membres à travailler ardemment car a-t-il fait remarquer ils partent sur de bonne voies qui va les propulser au sommet. Même son de cloche du représentant du maire de la commune Golfe 6 qui a dit toute son admiration à l'acronyme sur les traces de la fourmi qui set selon lui révélateur d'un engagement empreint d'abnégation et de détermination pour la réussite à pas compter.

L'Association sur les traces de la fourmi est née d'une réflexion et d'un constat en 2019 selon laquelle après le BAC, les élèves ayant arrivés au terme de leur parcours du secondaire n'ont pas un



Les membres



Le bureau

creuset d'échanges d'idées novatrices. Sur les traces de la fourmi nourrit des ambitions

nobles à la hauteur de la jeunesse pour un idéal partagé. Les membres partent

des chantiers battus dans leur planification avec un rythme soutenu et adapté.

Composition du Bureau élu

Koffi Koumah Kodjo Atsou,
président
Semalo Sitsopé,
Secrétaire Administratif
Dosseh Abalo Léo,

secrétaire financier
Mensanh Ezékiel,
Trésorier
Conseiller
Gaglo Désiré, **premier**

conseillé
GbeDje **2ème conseillé**
Wilson Aubine **3ème**
conseillé

ALERTE ARNAQUE

Évitez d'envoyer de l'argent par Tmoney ou Flooz

Aucun paiement ne se fait à la DCCFE par Tmoney ou Flooz. Les paiements pour l'obtention du titre foncier se font uniquement dans les agences des banques partenaires et sur les bornes électroniques installées au siège de l'OTR et à la DCCFE.

8280

Signalez toute tentative d'escroquerie en appelant le numéro vert

Grand rapport des Forces armées togolaises

Engagement renouvelé pour la consolidation de la paix

La cérémonie annuelle du Grand rapport des Forces armées togolaises (FAT) s'est déroulée ce 13 janvier 2024 à Kara, sous la présidence de Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, chef de l'État, chef des armées.

Les Forces armées togolaises (FAT) ont rendu hommage au Président de la République pour son leadership et sa politique de développement qui concourt au renforcement des capacités opérationnelles et à la modernisation de l'institution militaire.

« Les Forces armées togolaises se tiendront toujours sur la brèche afin de

vous accompagner dans la consolidation de la paix, de sécurité et de la cohésion sociale, gage de tout développement. Nous

voudrions, au nom de tous les personnels des Forces armées togolaises, vous rendre un hommage mérité pour l'attention particulière que vous accordez aux questions de défense et de sécurité ».

Elles ont réaffirmé à cet effet, leur engagement et leur soutien au chef de l'État, face aux défis sécuritaires.

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, chef des armées, a félicité les forces de défense et de sécurité pour leur



professionnalisme, leur bravoure et leur détermination à assurer la sécurité du pays.

Il les a encouragés à œuvrer avec vigilance

permanente à garantir la protection des paisibles citoyens.

Le chef de l'État a réaffirmé sa volonté de poursuivre les

efforts en vue de la consolidation des capacités stratégiques et opérationnelles des forces de défense et de sécurité.

L'OEPS pour Rendre davantage crédible les diplômes obtenus au Togo

Réclamation des registres des diplômes de licence et master, plusieurs universités privées en sursis ?

Le Togo depuis le magistère du Professeur Ihou Wateba au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, plusieurs réformes sont entreprises pour rendre davantage crédible les diplômes délivrés dans les universités privées au Togo. Une évidence qui répond à un constat alarmant de lassitude dans bon nombre écoles d'enseignements du supérieur privé au Togo. Les lignes ont commencé par bouger sur toute la ligne. Ces réformes ont connu leur épilogue avec la création de l'Office des Examens Professionnels du Supérieur (OEPS) en remplacement de de l'Office du Brevet de Technicien Supérieur (OBTS) adopté mercredi 10 janvier 2024, en conseil des ministres. Sa création vise à garantir la qualité du système éducatif au sein des établissements

d'enseignement supérieur et réaliser l'égalité entre les étudiants du public et du privé.

Rappelant les dispositions de l'arrêté N°080/2023/MESR du 5 septembre 2023 qui fixe les attributions de l'OEPS, le ministre Ihou a fait savoir que l'office uniformise le calendrier de l'année académique 2023-2024 pour les établissements publics et privés d'enseignement supérieur, il fixe les évaluations et résultats des semestres harmattan et mousson respectivement du lundi 29 janvier au dimanche 10 mars 2024 et du lundi 08 juillet au dimanche 18 août 2024.

Ainsi, le communiqué du ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche vise à accélérer le dépôt des listes des enseignants formant en licence et en master dans les établissements privés et



des étudiants inscrits aux grades de licence et de master comptant pour l'année académique 2023-2024.

Cette nouvelle disposition intervient dans la foulée de la suspension temporaire par le gouvernement fédéral du Nigeria de la validation des diplômes obtenus au Togo ou

au Bénin, afin de lutter contre le trafic de faux certificats. Une mesure drastique qui fait suite à l'enquête d'un journaliste infiltré, qui a obtenu un diplôme en moins de deux mois dans une université béninoise.

Le Togo n'a pas officiellement réagit à cette mise à l'index quand on sait que ce n'est pas dans une université d'enseignement supérieur du Togo que l'infiltration s'est faite.

Toutes fois cette réclamation Ipso Presso porte la marque d'un remontada dans la traçabilité des qualifications et des grades obtenus dans les établissements d'enseignements supérieurs

au Togo.

Ce problème n'est pas nouveau, mais un reportage publié dans la presse nigériane a ravivé le débat en ce début d'année 2024 selon RFI. Un journaliste y explique comment il est entré en contact avec un groupe de faussaires nigériens travaillant selon lui « main dans la main » avec certains responsables universitaires béninois. A la clé, un parcours universitaire de quatre ans bouclé en à peine un mois, un relevé de notes et un diplôme authentique de l'École supérieure de gestion et de technologie de Cotonou.

Enquête approfondie

Des documents qui lui ont permis de s'inscrire ensuite sans encombre dans le programme de service civique obligatoire (NYSC) au Nigeria. Le ministre nigérien de l'Éducation a promis une enquête approfondie sur les mécanismes ayant permis cette fraude, qui concerne même d'autres pays que le Togo et le Bénin, selon lui.

Adam

Togo : les ouvrages d'eau et d'assainissement se répandent

Une dynamique de transformation s'opère dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, laissant envisager un avenir plus sain et durable. Avec des efforts et une détermination infaillible, le pays construit des ouvrages destinés à assurer un accès équitable à l'eau potable et à renforcer les infrastructures d'assainissement.

L'exécutif togolais met l'accent sur l'accessibilité universelle à l'eau potable. Des projets d'envergure sont mis en œuvre pour combler les disparités régionales et garantir un accès équitable à la

ressource vitale.

Il n'y a pas d'eau sans infrastructures

Des investissements massifs sont réalisés pour la construction d'infrastructures d'approvisionnement en eau modernes et durables. Elles intègrent souvent des technologies pour assurer une distribution efficace et fiable de l'eau dans les zones urbaines et rurales.

Aussi, des installations d'assainissement offrent des solutions durables aux habitants, surtout dans les zones où l'insalubrité se niche.

Par exemple, des stations d'épuration traitent les eaux usées, réduisent l'impact environnemental et améliorent la santé publique.

En matière de gestion des ressources en eau, des programmes de préservation des sources d'eau, de reboisement et de sensibilisation à une consommation responsable contribuent à une utilisation judicieuse de cette ressource précieuse.

L'implication communautaire est une autre stratégie adéquate employée par les pouvoirs publics qui font des

populations les actrices et les bénéficiaires du développement. Les communautés locales sont impliquées dans la planification, la mise en œuvre et l'entretien des infrastructures, favorisant ainsi un sentiment d'appartenance et de responsabilité.

La région des Savanes se redresse

Et cela grâce à plusieurs projets ambitieux dont les réalisations changent le visage de cette région située à l'extrémité nord du pays.

Près de 100 nouveaux

ouvrages d'eau et d'assainissement ont été remis aux populations le 21 décembre 2023 dans la localité de Sanleguidjimoni. Ils entrent dans les efforts de renforcement et d'amélioration des services sociaux de base dans la région. C'est une réalisation en appui au Programme d'urgence de renforcement de la résilience (Purs).

Ce sont au total 61 postes d'eau autonomes à pompage mixte (solaire et manuel) et 38 blocs de latrines qui ont été construits au profit des écoles et communautés rurales affectées par la crise sécuritaire dans la région. Les ouvrages bénéficieront à plus de 122 000 personnes dont 32 000 femmes et 58 000 enfants.

Conseillers spéciaux du Président Faure Gnassingbé Adoyi Ezzo-wavana et Pascal Bodjona, deux retours en grâce

Deux figures bien connues de la scène socio politique togolaises en l'occurrence **Pascal Bodjona, ancien ministre de l'administration territoriale et Adoyi Ezzo-Wavana ex commissaire aux impôts de l'Office togolais des recettes (OTR) étaient écartées de leurs postes de responsabilité.**

Si l'un Adoyi Ezzo-Wavana aurait passé presque 3 ans de disgrâce pour des motifs inavoués selon les termes du

décret présidentiel le démettant le 9 septembre 2020 en pleine crise sanitaire de la COVID 19 de ses fonctions, c'est par décret signé en septembre 2023 que ce digne fils de Tchadoudjo connu pour sa rigueur dans les charges qu'il occupait est remis en scène avec à la clef deux responsabilités : Conseiller du Chef de l'Etat sur des questions fiscales et Président de la commission de marquage automatique des produits. Il remplace à ce dernier poste le ministre Pré.



Ahmed Ezzo-Wavana ADOYI

Pour rappel, Ahmed Ezzo-Wavana ADOYI est Expert Fiscaliste, macro-économiste, formateur, réformateur des politiques fiscales et des administrations fiscales.



Pascal Bodjona

Écrivain.

Par contre l'ancien ministre de l'administration territoriale a passé 12 ans de disgrâce suite aux démêlés pour une affaire d'escroquerie internationale

portant sur un montant farineux de 28 milliards de francs CFA.

C'est sous les ovations de ses fans que Pascal Bodjona, ancien ministre togolais de l'administration territoriale et porte-parole du gouvernement, et ancien Directeur de cabinet du Président Faure Gnassingbé a vu son domicile envahi à la mise à découvert de sa nomination comme conseiller spécial du Président Faure chargé des questions politiques à la présidence.

Que cache ses retours en grâce à l'orée des échéances électorales que le pays s'apprête à vivre, nous y reviendrons dans une analyse plus fouillée.

Adam

Togocom va obtenir 36 milliards FCFA de l'IFC, pour renforcer la connexion haut débit

L'opérateur Togocom va bénéficier d'un financement de 36 milliards FCFA de l'IFC, branche de la Banque mondiale dédiée au secteur privé, sous forme de prêts, pour soutenir la transformation numérique et la connectivité au Togo. Les deux entités ont conclu cet accord de financement ce jeudi 11 janvier à l'Hôtel du 13 Février de Lomé.

Cette facilité de près de 55 millions d'euros sera notamment affectée à la modernisation des infrastructures de Togocom, à l'expansion de son réseau 4G, à l'extension de son réseau de fibre optique, ainsi qu'au renforcement de sa résilience, en améliorant la qualité et la vitesse de la connexion.

« Chez TOGOCOM, nous sommes très fiers du rôle essentiel que nous jouons dans la promotion de la transformation numérique du pays et dans le renforcement de la connectivité pour tous les citoyens togolais, où qu'ils se

trouvent sur le territoire. Cet investissement témoigne de notre engagement à soutenir constamment le développement économique et la digitalisation des services au Togo », a déclaré Pierre-Antoine Legagneur, Directeur Général de TOGOCOM, en marge de cet accord de financement.

Cet appui intervient dans le cadre du déploiement de la stratégie de transformation digitale du pays, qui vise à atteindre 95% de couverture de la population en internet mobile et fixe d'ici à 2025, ainsi que la connexion de 100% des



administrations publiques, et de 95% des hôpitaux et des écoles.

« Le partenariat avec la SFI marque une étape décisive, non seulement pour améliorer l'accès aux équipements et à l'internet haut débit, mais aussi

pour générer des opportunités économiques pour nos populations », a souligné Cina Lawson, Ministre de l'Économie Numérique et de la Transformation Digitale du Togo, ajoutant que « l'engagement du Togo envers

l'innovation numérique, renforcé par ce partenariat, témoigne de notre détermination à construire une nation progressiste et technologiquement avancée pour les générations futures ».

Togo: l'OTR entame la vulgarisation des nouvelles mesures fiscales de la loi de finances 2024

L'Office togolais des recettes (OTR) a entamé le mercredi 10 janvier 2024, une campagne de vulgarisation de la loi de finances exercice 2024. Objectif : expliquer à toutes les couches socio-économiques les nouvelles mesures fiscales inscrites dans la loi de finances cette année.

C'est avec la presse locale que l'administration fiscale a tenu la première rencontre d'explication. Cette démarche, selon le Commissaire Général de l'OTR Philippe Tchodji, vise à permettre aux médias, de relayer les informations et de renforcer le partenariat avec les opérateurs économiques.

« La fiscalité est un domaine assez complexe et pour la promotion du civisme fiscal, l'OTR s'est donné pour

mission de bien expliquer la loi de finances. Nous attendons que nos partenaires puissent prendre ce message et le relayer de la bonne manière pour que ce que le gouvernement a comme volonté et qui est traduit dans la loi de finances, puisse être compris par toute la population », a souligné le Commissaire de l'OTR.

Les innovations contenues dans la loi de finances



exercice 2024 s'articulent autour de trois grands axes, notamment, le renforcement de l'inclusion et l'harmonie ; la dynamisation, la création des emplois et la modernisation

des services portée par la digitalisation.

Notons que selon la loi de finances 2024, l'OTR devrait mobiliser 1042 milliards FCFA pour financer le budget

national. Pour y parvenir, le rehaussement des taux de taxes sur certains produits est décidé, de même que la reconduction de certaines mesures fiscales.

Assurance maladie universelle

La CNSS annonce un guichet unique pour les travailleurs du privé, dès avril 2024

Au Togo, la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) devrait commencer à prendre en charge les travailleurs du secteur privé qui ont déjà souscrit à une assurance maladie volontaire auprès de l'Institut national d'assurance maladie (INAM), de manière effective à partir du 1er avril 2024, au titre de l'assurance maladie universelle (AMU).



Selon la CNSS, ces derniers vont migrer progressivement sous sa coupe durant une période de trois mois (de janvier à mars 2024). Durant ce trimestre de

carence, leurs cotisations continueront à se faire auprès de l'INAM, le temps que la Caisse nationale ne se dote de l'outillage nécessaire pour leur prise en charge.

« Les cotisations pour votre assurance maladie seront versées ensemble avec les autres cotisations à la CNSS, tandis que les prestations continueront par être prises en charge par l'INAM pendant une période de carence de trois mois, soit de janvier à mars 2024 », a indiqué le Directeur général de la Caisse, Ingrid Awade, dans un communiqué en date du 05 janvier 2024.

Un guichet unique pour l'AMU et les autres prestations sociales

Ainsi, dès le 1er avril de cette année, la CNSS devrait

lancer un guichet unique, visant à prendre en charge l'ensemble de ses prestations sociales pour les travailleurs du privé.

« Je vous informe de votre migration du régime d'assurance maladie géré par l'INAM vers le régime de l'Assurance Maladie Universelle (AMU) de la CNSS. », ceci « en vue de vous permettre de disposer d'un guichet unique pour toutes vos prestations sociales y compris donc la couverture maladie. », ajoute Ingrid Awade.

Rappelons que dans le cadre du déploiement de l'AMU au Togo, l'Etat a réparti les charges entre les deux structures : l'INAM pour les agents du secteur public et les fonctionnaires, et la CNSS pour les employés du secteur privé.

A la découverte de LAB TP, un laboratoire aux qualités spécifiques dans la réalisation des ouvrages dans les BTP

Dr Abalo P'KLA, DG de LAB TP, l'interview

Fondé en 2011, le LAB TP exerce dans l'analyse approfondie des travaux de construction et la garantie de la qualité des matériaux sur les chantiers des BTP. LAB TP s'est imposé depuis plus d'une (01) décennie comme un acteur incontournable dans le domaine des bâtiments et travaux publics en mettant l'accent sur l'analyse approfondie des travaux de construction, l'étude des sols et la garantie de la qualité des matériaux utilisés sur les chantiers. Vision d'Afrique met à découvert un laboratoire dont les travaux ont marqué certains pays de l'Afrique de l'Ouest dans un entretien exclusif à lui accorder par son DG Dr Abalo P'KLA. Sans langue de bois, le très discret DG de LAB TP, Abalo P'KLA, Ingénieur en Génie civil, Enseignant à l'Université de Lomé et Directeur Général du Laboratoire des travaux publics (LAB TP) partage son expertise sur les interventions du LAB TP, son rôle dans la sécurisation des constructions, les défis rencontrés et les ambitions internationales du laboratoire. Cette interview exclusive offre un aperçu détaillé du rôle essentiel du LAB TP dans le domaine des travaux publics, souligne son engagement envers la qualité et la sécurité des ouvrages.



Vision d'Afrique (VDA) : Lorsque nous prenons un chantier de construction de routes ou d'ouvrage d'infrastructures, de ce point de vue quels sont les matériaux spécifiques sur lesquels LAB TP peut intervenir en terme de qualité ?

Dr Abalo P'KLA : Le LAB TP intervient dans l'étude géotechnique du sol, la vérification de la qualité du béton et des aciers utilisés, ainsi que le suivi rigoureux de la mise en œuvre pour assurer la résistance et la durabilité des ouvrages.

VDA De l'intérêt d'un particulier qui veut réaliser son édifice peut solliciter LAB TP ?

LAB TP conseille et accompagne les particuliers dans l'obtention du permis de construire, en réalisant des études de sol à des conditions financières allégées, contribuant ainsi à la sécurité

des constructions individuelles.

Est-ce que ce sont ces défaillances qui conduisent à l'écoulement des bâtiments que nous constatons ici et là ?

Oui, les défaillances dans l'étude de sol peuvent contribuer aux incidents de construction. La sensibilisation sur l'importance de cette étape est cruciale pour garantir la qualité et la stabilité des ouvrages.

La résistance de l'efficacité exprimée par LAB TP a été sacrée par un prix, parlez-en

LAB TP a obtenu l'accréditation du Système d'accréditation ouest africain (SOAC), démontrant ainsi la fiabilité de ses résultats. Le laboratoire a investi dans des normes strictes, du personnel qualifié et des équipements étalonnés et calibrés.

Vous parlez d'ambition dans la sous-région, dites-nous les pays dans lesquels LAB TP a démontré ses compétences ?

LAB TP a étendu ses compétences au Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Niger, et Mali à travers quelques projets d'études et contrôle des travaux, et vise à devenir une société internationale avec des



antennes dans plusieurs pays.

Qu'est-ce qui peut amener un État ou une entreprise à choisir LAB TP au détriment des autres ? Autrement dit, votre particularité

L'accréditation du LAB TP devrait être un critère majeur de choix, garantissant la fiabilité des résultats. Nous encourageons les États et entreprises à considérer cet aspect crucial pour la qualité des ouvrages.

Après cet appel lancé, avez-vous un dernier message ?

Nous appelons l'État à accorder une attention particulière aux laboratoires, reconnaissant les coûts liés à la qualité des prestations. Un laboratoire accrédité devrait être privilégié pour assurer des constructions fiables et durables dans le pays.



Préparer sa juste monnaie pour le droit d'usage de la route, c'est contribuer à un franchissement rapide des postes péages

Développement socio-économique de la femme togolaise

Les femmes UNIR en phase avec les grands enjeux de l'heure

Les femmes des zones Est et Ouest de Lomé ont été sensibilisées sur les questions de développement socio-économique de la femme togolaise. Un évènement organisé par les associations de femmes UNIR.

Que ce soit à Hédzranawoé, Novissi ou Vakposito, les thèmes abordés étaient les mêmes : « le mécanisme d'accès aux crédits et la gestion de ces crédits, santé publique et salubrités ».

A travers ces deux journées de sensibilisation, les participantes ont reçu des conseils pratiques des spécialistes en matière de



santé publique notamment les différents programmes mis en place en ce qui concerne la santé de la mère et de l'enfant,

les comportements à adopter pour maintenir son environnement propre et ainsi éviter les maladies.

« Nous avons parlé essentiellement de femmes et de la salubrité et de la santé publique. Comment entretenir les quartiers et être propre pour éviter les différentes maladies liées à l'insalubrité de nos zones. Nous avons aussi fait valoir la gestion des ordures, des eaux usagées et autres problèmes liés aux quartiers » a relevé Mme Claire Assima. Docteur et membre de l'équipe de sensibilisation.

Outre les questions sanitaires, la problématique de l'accès aux crédits était aussi au cœur des échanges. Ce volet a permis de montrer aux dames les conditions qu'il faut remplir pour bénéficier d'un prêt et comment s'y prendre

pour les payer.

Pour Mme Claire Assima, cette rencontre a permis d'édifier les participantes sur les différents programmes que le chef de l'État a mis en place à savoir le programme carrément et woézu pour accompagner les femmes dans la gestion de leur santé et nous avons aussi mis l'accent sur l'aspect du sport à faire pour se maintenir en bonne santé comme c'est prodigué par le plan national de développement.

« Nous pensons qu'en majorité elles étaient récessives et ont posé quelques problèmes en fonction de leur quartier sur la gestion des ordures. Et nous savons qu'avec l'accompagnement des différentes mairies que nous avons ces problèmes vont être spontanément réglés » a-t-elle conclu.

Golfe 7: Sagbado adhère à la politique de Faure Gnassingbé

Les habitants du canton d'Aflao Sagbado expriment leur gratitude envers le président Faure Gnassingbé pour sa politique axée sur la paix, la sécurité, et le développement inclusif au Togo. Hommes, femmes, sympathisants et cadres du parti UNIR se sont réunis au collège moderne d'Adidogome pour témoigner de leur soutien aux actions de développement du président de leur parti et président de la république.

Cette rencontre a été marquée par des chants, des danses, et des réjouissances populaires. Raymonde Kayi Lawson de Souza, présidente du Mouvement des Femmes du parti politique Union, souligne : « Le président Faure Gnassingbé a élevé la femme à un niveau, et c'est à nous de continuer le travail qu'il a mis entre nos mains. Sans le respect et l'humilité incarnés par notre président,

nous ne pouvons pas sensibiliser nos concitoyens à rejoindre notre parti et à voter pour lui lors des élections. Les femmes, majoritaires dans notre société togolaise, doivent refléter les valeurs que le président souhaite voir gouverner le Togo. »

Aimé DJIKOUNOU, maire de la commune Golfe 7, a exprimé sa gratitude envers la population d'Aflao Sagbado pour leur mobilisation, saluant



l'initiative visant à remercier le chef de l'État pour les actions de développement dans la commune. Il a notamment mentionné la réfection de la route Sagbado-Segbé, la construction de bâtiments scolaires, et les améliorations

dans le domaine de la santé.

Le maire a souligné l'importance pour les cadres du parti UNIR d'être mobilisés, mettant en avant le respect, la reconnaissance, et certains comportements essentiels

pour unir leurs voix lors des prochaines élections. La déléguée MFU a encouragé les femmes à s'engager en politique tout en préservant la paix et l'amour dans le pays, avec une attention particulière envers les jeunes.

Sécurité maritime

Le Togo va se doter d'une unité nationale de garde-côtes

Le Togo ambitionne de renforcer davantage la sécurité dans son espace maritime. Dans cette perspective, l'exécutif a examiné et adopté un projet de loi portant création de l'Unité togolaise de garde-côtes.

Cette unité se chargera d'assurer la surveillance permanente de l'espace maritime national et de renforcer l'organisation de l'action civile de l'État en mer. L'opérationnalisation de cette unité va aussi améliorer la coordination inter-

administrations et la coopération entre le Togo et ses voisins.

Cette démarche des autorités intervient après la validation des procédures opérationnelles standardisées et harmonisées en mai 2022. Des procédures, qui permettent au Togo d'arrêter ou poursuivre des navires et personnes impliqués dans les actes de criminalité en mer. Elle permet aussi au pays ouest-africain de poursuivre ses initiatives contre la piraterie et de relever les nouveaux défis sécuritaires dans le secteur maritime.



Notons qu'après la tenue du sommet sur la sécurité maritime en 2016, le Togo a

multiplié des actions pour protéger ses eaux. Le pays a d'ailleurs jugé et condamné en

juillet 2021, neuf personnes, pour des actes de piraterie maritime.

Le Togo se prépare à ratifier la convention sur les subventions à la pêche

Le Togo devrait incessamment rejoindre les pays ayant ratifié l'accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les subventions à la pêche. En Conseil des ministres le mercredi 10 janvier 2024, l'exécutif a autorisé le ministère de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière, à entreprendre les démarches devant aboutir à cette ratification.

Cette étape devrait permettre au pays d'intensifier les mesures déjà prises pour réduire les subventions préjudiciables à la pêche et à protéger les stocks mondiaux de poissons.

En effet, le pays a déjà adopté plusieurs textes relatifs à la mise en œuvre des politiques en matière de pêche et d'aquaculture. On note par exemple, en mai 2023, l'autorisation de ratification de la Convention internationale pour



la conservation de certaines espèces dans l'Atlantique, donnée par la représentation nationale.

Cette convention permettra au Togo de poursuivre sa stratégie de développement de la pêche industrielle de thons, en facilitant la création de nouveaux emplois.

CAN Côte d'Ivoire 2024

Un rendez-vous plus qu'attendu

Pour la deuxième fois de l'histoire de la compétition, la Côte d'Ivoire s'apprête à accueillir la Coupe d'Afrique des nations. Le pays a consenti de gros investissements pour être à la hauteur de l'événement et en faire « la plus grande CAN de l'histoire ».

Elle devait avoir lieu en 2023 et finalement,

à la hauteur de l'investissement réalisé. Dans son discours de Nouvel An, le président Alassane Ouattara a même évoqué le sujet. « Mobilisons-nous pour faire de cette CAN une grande fête de la jeunesse, de l'hospitalité ivoirienne et de la fraternité africaine », a-t-il affirmé, preuve que la réussite de cette CAN



comme pour l'édition précédente au Cameroun qui avait été repoussée d'une année à cause de la pandémie de Covid-19, la Coupe d'Afrique des nations en Côte d'Ivoire va démarrer avec quelques mois de retard sur les dates initialement prévues ce 13 janvier 2024.

À cause de la Coupe du monde 2022 au Qatar qui s'est jouée pour la première fois en hiver, cette CAN ivoirienne devait se tenir en juin et juillet 2023 et non pas comme habituellement en tout début d'année. Seul hic, il s'agit en Côte d'Ivoire de la période de la saison des pluies. Une menace qui a poussé la Confédération africaine de football à reporter la compétition à janvier 2024. « On ne veut pas prendre le risque d'avoir une compétition sous le déluge. Cela ne serait pas bon pour le football africain et son image », s'était alors justifié le patron de la CAF, Patrice Motsepe.

Près d'un milliard et demi de dollars d'investissements

Malgré ce report, la Côte d'Ivoire a mis le paquet pour se montrer à la hauteur d'un événement qu'elle n'a organisé qu'une seule fois en 1984. Infrastructures hôtelières, axes routiers ; centres hospitaliers, construction et rénovation de stades... Près d'un milliard et demi de dollars d'investissement ont été réalisés pour faire de cette édition 2024 « la plus grande CAN de l'histoire » selon les mots de François Amichia, le président du comité d'organisation de la CAN (Cocan).

L'accent a particulièrement été mis sur les six stades qui accueilleront la compétition. Quatre sont sortis de terre pour l'occasion. Flambant neuf, le stade olympique Alassane Ouattara d'Ébimpé et ses 57 000 places assises accueillera notamment le match d'ouverture et la finale et fera figure de nouvelle vitrine du football ivoirien. Les stades Charles Konan-Banny de Yamoussoukro, Amadou Gon-Kouloualy de Korhogo et Laurent Pokou de San Pedro, tous d'une capacité de 20 000 places assises, ont, eux aussi, été construits spécialement pour l'événement. À Abidjan et Bouaké, les stades Félix Houphouët-Boigny et le stade de la Paix ont quant à eux été rénovés pour accueillir la compétition.

Pour le pays, l'enjeu est désormais

2024 est en effet devenue une priorité absolue pour les autorités qui espèrent utiliser la compétition comme une vitrine du développement du pays.

« Akwaba », la CAN de l'hospitalité

Si les autorités ivoiriennes sont confiantes quant à la bonne organisation de cette Coupe d'Afrique des nations, sur le plan sportif aussi les voyants sont au vert. L'ambiance s'annonce d'ores et déjà électrique dans un pays fou de foot, qui s'est déjà mis au diapason d'une compétition que bon nombre d'observateurs considèrent comme pouvant être la meilleure de l'histoire de la CAN. « Le spectacle sera sur le terrain, mais il sera aussi dans les rues », prévient ainsi François Amichia qui promet que cette CAN sera celle de « l'hospitalité ».

À Abidjan, la ville est déjà aux couleurs de son équipe. Les ballons de foot géants siglés « Akwaba » (bienvenue en langue Akran) et les affiches de soutien à la sélection ivoirienne parsèment le bord des rues. Preuve de l'engouement autour de cette CAN, le Comité d'organisation a reçu près de 5 200 demandes d'accréditations de médias du monde entier contre seulement 2 000 au Cameroun deux ans plus tôt.

Une compétition plus ouverte que jamais

À domicile, les Éléphants déjà deux fois champions d'Afrique, font naturellement figure de favoris, eux qui ouvriront cette CAN face à la Guinée-Bissau ce samedi 13 janvier, même si le passé a montré que jouer à la maison n'était absolument pas une assurance de soulever le trophée.

Car sur les 24 équipes engagées, d'autres poids lourds footballistiques du continent sont bien décidés à ne pas faire le déplacement pour rien. L'Égyptien Mohamed Salah se verrait bien offrir un huitième titre de champion d'Afrique à sa sélection et par la même occasion écrire la première ligne de son palmarès avec les Pharaons. Le Maroc aura également à cœur de prouver que sa présence en demi-finale de la Coupe du monde au Qatar, une première pour une équipe africaine, n'avait rien d'un hasard.

Les Fennecs algériens, vainqueurs en 2019, auront aussi la volonté de se racheter après leur élimination dès le premier tour au Cameroun en 2022, tout comme le Nigeria qui compte dans ses rangs Victor Osimhen, élu joueur africain de l'année en 2023. Enfin, le Sénégal, vainqueur en titre, fait toujours partie des favoris sur lesquels il faudra compter. Rares sont les équipes à avoir remporté deux éditions consécutives, mais dans une compétition qui pourrait bien être la CAN la plus relevée de ces dernières années, tout est possible...



Chers usagers de la route,

Présenter les gros billets au poste de péage, crée l'embouteillage, les longues files d'attente, les heurts et la perte de temps.

Présenter aux guichets des péages la juste monnaie selon la catégorie de votre engin, est un acte civique et citoyen qui évite les longues files d'attente et fait gagner en temps.

Tous pour la fluidité du franchissement aux postes de péage.

Ceci est un message de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER)

Nous sommes plus de 4 Millions d'abonnés

à profiter du plus grand réseau 4G+ avec la plus large couverture nationale

4G+



#nous sommes le Togo

togocom.tg   

Avancer. Pour vous. Pour tous


Togocom

d'A Vision
FRIQUE

Hebdomadaire panafricain d'informations, d'analyses et de publicités

Siège social :
2^{ème} von derrière
EPP Kélégougan
Récepissé :
N° 0508 / 02 / 02 / 15 / HAAC
BP : 80349 Lomé-Togo

Directeur général chargé de la publication:
Adam Adjronou
Tél : 90118788
Email :
adamadjronou@gmail.com
Site : www.afriquevision.com

Rédaction
Adam Adjronou
Dodji Kétohou
Cécile Akossiwa
DOLEME
Djato Kodjo Dodji

Infographie
Benjamin K. Tchabi
Imprimerie: Light print
Tirage :
2500 exemplaires